

LA DESURBANISATION EN CHINE

UN NOUVEAU MODE D'ORGANISATION DE L'ESPACE

Micheline LUCCIONI *

La Chine représente une expérience intéressante où l'on affirme que « le développement de la production n'entraîne plus systématiquement croissance urbaine et dépeuplement des campagnes ». L'année 1960 marque le plus haut niveau d'urbanisation atteint en Chine (18,5 %). Le taux d'urbanisation de 1969 (14 %) constitue-t-il un premier résultat du processus de désurbanisation ?

Les héritages

Mao Tsé-Toung et les partisans de la ligne révolutionnaire chinoise, lorsqu'ils se sont trouvés suffisamment forts de l'appui des masses pour proposer une transformation dans la direction politique et économique du pays (moment repérable à partir des années charnières 1958-59, date de l'établissement des communes populaires et du « grand bond en avant ») ont dû à la fois lutter contre tout un acquis, et apprendre à « mettre l'ancien au service du nouveau ».

Outre l'héritage de l'ancienne société — espace fortement polarisé, villes peu nombreuses mais déjà atteintes de gigantisme, distorsions dans l'économie, inégalités dans la répartition des transports concentrés dans les régions les plus développées de la côte... — ils ont eu également à combattre toute une série de contradictions issues de la période du premier plan quinquennal (1953-1957), au cours de laquelle les représentants de la ligne « droitiste » avaient pris la direction politique du pays.

Selon le principe de l'accumulation primitive, calqué sur le modèle soviétique qui affirme la nécessité du développement des moyens de production comme préalable au contrôle politique direct des travailleurs sur ces moyens, le premier plan donne la priorité à l'industrie lourde.

L'établissement de nouveaux centres industriels dans les provinces de l'intérieur en liaison avec les villes industrialisées de la côte ne suffit pas à résorber la totalité de l'exode rural. La tension qui résulte d'un sous-emploi rural et d'un flux à sens unique vers les villes tend à diminuer encore la productivité agricole et met en échec toute tentative généralisée de maîtrise de la croissance urbaine ou d'engagement de grands travaux, qui demeurent exclusivement coordonnés entre eux à travers leur liaison indirecte au plan central et qui nécessitent un investissement en capital relativement élevé.

Les efforts faits pour limiter l'exode rural se heurtent à l'absence de structures d'accueil dans les zones non urba-

nisées et à l'impossibilité de faire « participer » les travailleurs au mouvement, divisés qu'ils sont en ouvriers des villes, paysans organisés en coopératives mais spécialisés dans la production agricole, techniciens et experts éloignés de la pratique de la production.

Cette situation contradictoire allait éclater sous la pression d'une grande partie des forces paysannes déjà organisées depuis la guerre de libération et soutenues comme force principale du pays par les dirigeants révolutionnaires.

Vers une occupation intégrale de l'espace

Les processus de désurbanisation des grands centres et d'« urbanisation » des zones rurales à partir de leur industrialisation, amorcés dès 1958, seront affirmés avec plus de force encore au cours de la révolution culturelle.

L'enjeu de la nouvelle répartition de la production et des forces sociales est centré autour de l'objectif politique de l'élimination des trois grandes séparations : « entre le travail manuel et le travail intellectuel, l'ouvrier et le paysan, la ville et la campagne ».

• « Prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant. » La réponse aux problèmes urbains s'effectue principalement en terme d'organisation des conditions d'accueil des travailleurs urbains et intellectuels dans les zones rurales réorganisées, à partir d'un renversement dans la hiérarchie des facteurs de croissance.

• « Marcher sur ses deux jambes. » La nouvelle politique économique est fondée sur le développement fort mais simultané de l'industrie et de l'agriculture. Ce type de développement lié à l'élimination progressive de la spécialisation des tâches se traduit par le déclenchement d'un processus d'industrialisation rurale sur l'ensemble du territoire.

Utiliser pleinement les forces productives locales tant en forces de travail qu'en ressources, promouvoir un développement économique plus harmonieux entre villes et campagne, constituer des bases d'appui stratégiques nécessaires à

* Sociologue.

une guerre de longue durée, mobiliser les masses afin d'éviter des déviations fondamentales (cet objectif devient dominant au cours de la révolution culturelle ; les cadres du parti sont chargés d'affermir l'implantation de celui-ci dans l'ensemble du pays ; les intellectuels, les jeunes originaires des grandes villes doivent revenir au travail rural et se faire rééduquer par les paysans...), favoriser l'intégration des minorités nationales, limiter les effets des calamités naturelles dans la mesure où les dépendances entre régions sont moindres... sont autant d'objectifs qui sous-tendent la politique de déconcentration.

Le terme de « ruralisation » ne peut convenir puisqu'il décrit habituellement une organisation spatiale disséminée et que l'on assiste en Chine à une réorganisation complète du territoire tendant à l'occupation intégrale de l'espace, sous formes d'unités moyennes susceptibles de répondre à la fois chacune et ensemble aux fonctions de production et d'administration, d'organisation politique, militaire et de vie collective, formant des complexes de cellules très unies reliées entre elles par un réseau serré d'intercommunications les plus diverses (transports locaux, échanges d'expériences, d'innovations, de travailleurs, de marchandises...).

Villes nouvelles

Parce qu'elles regroupaient déjà au début de leur établissement, en 1958, 99 % de la population rurale (comptant elle-même pour 80 % de la population totale), les communes populaires rurales au nombre de 75 000 aujourd'hui constituent certainement l'exemple le plus significatif.

Mais elles ne se différencient pas dans leurs principes directeurs des autres formes nouvelles d'organisation telles que les nouveaux quartiers de production et d'habitation autour des centres existants, ou les nouvelles unités implantées en terre vierge qualifiées de « mi-ville mi-campagne ».

Ce dernier phénomène, important puisque depuis 1957 ont été réalisées plus de 2000 nouvelles unités dont 167

construites ex nihilo, reste cependant secondaire par rapport aux transformations de petits centres et aux communes populaires qui ne constituent pas des créations physiquement nouvelles.

Quelle que soit leur origine, toutes ces unités, par leur contenu fondamentalement polyfonctionnel et le caractère de masse du contrôle politique exercé par les travailleurs-habitants sur la production et la gestion, réalisent et dépassent ce qui sert de base idéologique aux rêves les plus futuristes des concepteurs occidentaux.

Mais aucune de ces réalisations ne se veut une ville nouvelle, dans ce que le concept de ville décrit de spécialisation entre les secteurs de production et de relation de dépendance.

• « Mettre la politique au poste de commande. » La nouvelle répartition des forces sociales, liée à la redistribution spatiale de la production, s'appuie sur une déconcentration de la gestion et de la direction politique à tous les niveaux.

• « Compter sur ses propres forces. » C'est par l'établissement d'une accumulation propre que les régions, jusqu'alors en marge du processus de production, et les minorités nationales pourront entamer en se libérant de la seule dépendance de l'Etat leur révolutionnarisation idéologique. Alors qu'auparavant le plan central disposait du surplus agricole selon des priorités nationales orientées vers les pôles urbains, le bénéfice de la production industrielle et agricole locale peut maintenant être réinvesti pour les travaux d'infrastructure, les équipements locaux.

• « Edifier le pays avec diligence et économie. »

Le principe politique de « l'utilisation intégrale » par l'utilisation multiple et la transformation des déchets industriels est devenu un facteur important de création et d'autonomie (par exemple, les déchets utilisés pour cuire la brique évitent de faire appel à l'Etat, fournisseur de charbon).

La plupart des produits industriels nécessaires à l'agriculture sont fabriqués sur place.

Toute la main-d'œuvre est mobilisée pour renforcer le front agricole et « il

est devenu nécessaire de faire appel, pour produire, à toutes les réserves de travailleurs et avant tout aux femmes ». L'augmentation de la main-d'œuvre féminine est rendue possible par l'organisation des services collectifs qui libèrent les femmes de leurs tâches ménagères.

C'est dans une perspective d'économie de capital et de temps de travail que se définit la transformation du cadre bâti : elle ne constitue pas une recherche d'un style particulier ou un changement formel systématique et avant-gardiste, mais s'appuie sur l'utilisation des matériaux et techniques locaux basée sur l'observation et l'expérience — amenant à une simplification de certaines techniques imaginées par les travailleurs eux-mêmes.

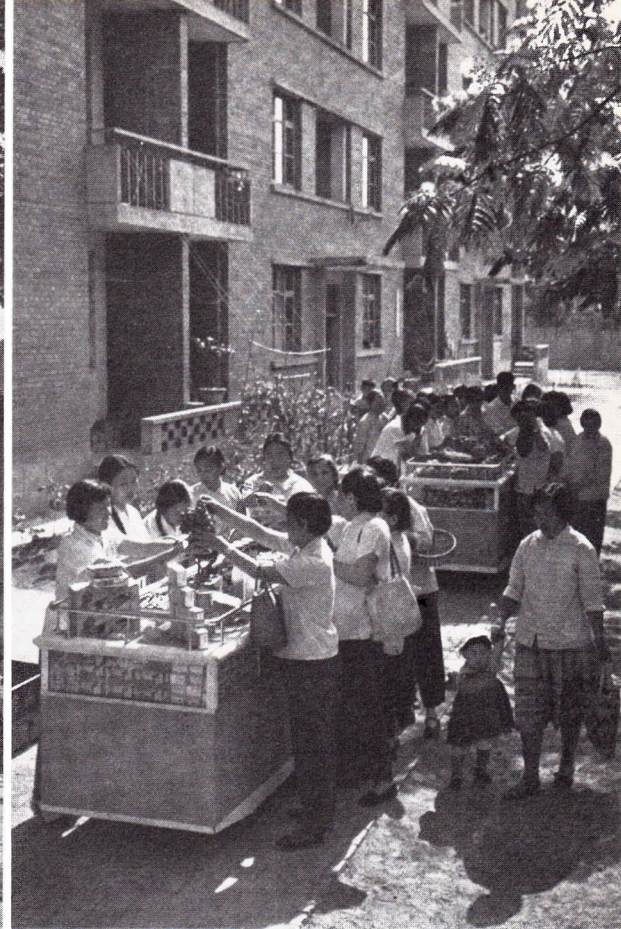
Il n'y a pas de rejet systématique de l'héritage traditionnel (pas plus que la médecine actuelle chinoise ne renie l'acupuncture en tant que moyen) mais asservissement de la production architecturale à la pratique sociale, aux trois sortes de pratique sociale : la lutte des classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique.

La recherche se met ainsi au service des exigences des travailleurs. A titre d'exemple, au cours de la révolution culturelle, des ouvriers d'une briquetterie près de Nankin mettent au point de nouvelles briques qui, s'accrochant comme des tuiles, peuvent être facilement posées par les paysans et permettent de réduire considérablement le coût de la construction.

Les innovations sont immédiatement exploitées. Ainsi lors du grand bond en avant de 1959, le fort développement des chemins de fer locaux est né de l'initiative créatrice des travailleurs refusant la distribution rigide et polarisée des voies de communication.

• « Aller au plus important. »

De même, on ne cherche pas à heurter de front les survivances des traditions. Ainsi la maison individuelle regroupant les travailleurs associés d'une même famille et comprenant traditionnellement les ascendants n'est pas remise en cause. Mais les équipes de



propagande, en particulier au cours de la révolution culturelle qui a permis aux jeunes de se démarquer des adultes, doivent amener à un refus conscient de cet héritage.

La commune populaire rurale

8 700 communes populaires en août 1958 et déjà 26 000 en décembre de la même année, près de 75 000 aujourd'hui.

Cet extraordinaire développement s'explique par leur insertion dans un processus de transformation des campagnes dont elles représentent une troisième étape, étape supérieure rendue possible par une prise de conscience collective des nécessités économiques d'un tel regroupement.

A partir d'une initiative locale et d'une phase d'expérimentation, la généralisation des communes populaires rurales s'est effectuée le plus souvent par le regroupement de plusieurs coopératives, les coopératives étant elles-mêmes constituées d'anciens villages (ce qui correspondra aux niveaux de l'équipe et de la brigade de production). Quelquefois, on crée un nouveau centre ou de nouveaux quartiers. Moins souvent et plus tard, des communes entièrement nouvelles sont construites.

Elles comportent en moyenne 8 000 habitants par commune mais leur taille varie selon les situations locales. Ainsi dans le Sinkiang, la population moyenne des CPR est de 14 000 habitants. Les plus grandes se trouvent dans le nord, avec une population moyenne de 40 000 habitants.

Prenons l'exemple d'une commune populaire rurale du Setchouan, créée en 1958, pour évaluer l'aspect complémentaire et complet des éléments qui la composent :

- population : 56 000 habitants (14 560 foyers) ;
- superficie : 18 000 ares cultivés, surtout en riz, blé, légumes, tabac, pommes de terre, etc. ;

- élevage : 3 500 cochons, 2 000 bœufs, 15 vaches.

La commune possède 5 tracteurs et un grand éventail de petites industries ; 250 usines de plusieurs dimensions qui englobent 3 750 travailleurs.

Elle gère 286 cantines, 282 crèches, 119 jardins d'enfants, 39 écoles primaires avec 2 630 élèves, 8 écoles secondaires avec 1 670 élèves et 4 cliniques ou centres médicaux.

Le problème du décalage entre la construction des logements et des services publics ne se pose pas, étant donné la propriété collective du sol et l'initiative des habitants encouragée à tous les niveaux. (Il n'est nul besoin d'autorisation d'une plus haute instance pour que soit directement décidée la construction d'équipements ressentie comme nécessaire.)

Des anciennes villes de consommation aux centres de production

Un exemple montre une occupation originale de l'espace : d'immenses surfaces de bureaux, ayant pu être libérées au centre de Pékin, ont été en partie transformées en logements pour les travailleurs (260 000 m² en 1958, 100 000 m² en 1959) et en partie reboisées.

D'une manière générale, le réseau de communication par transports collectifs est extrêmement développé (2 000 autobus à Pékin soit 12 fois plus qu'en 1949), les trajets travail/habitat excédant rarement plus de dix minutes à pied ou à bicyclette. La non-consommation de transports individuels, de même que l'utilisation intégrale des gaz résiduels, le déplacement systématique d'industries polluantes quand elles existent, ou le choix très étudié de leur implantation ou de leur environnement, les campagnes de reboisement constituent autant de moyens préventifs contre la pollution.

La ligne révolutionnaire, en effet, place le bien-être social au premier plan et prône le contrôle du développement technique par les masses.

La création de nouveaux quartiers d'habitations s'effectue au fur et à mesure de l'implantation de nouveaux centres de production et parallèlement à l'accroissement des ressources propres des travailleurs. Elle élimine pour une grande part les migrations quotidiennes des travailleurs. On évite d'implanter des constructions urbaines nouvelles sur des meilleures terres de cultures périphériques qui sont cultivées et assurent en partie l'alimentation de l'agglomération. A son tour, l'agriculture profite des infrastructures en place.

Les cités ouvrières, les communes suburbaines dans les municipalités

Les cités ouvrières, prolongement des quelque 600 communes populaires urbaines créées en 1958, se caractérisent également par la forte liaison développée entre la production, les équipements et services collectifs qui se trouvent pour une grande part à l'intérieur même de l'usine (cantines de quartier, sport, théâtre, cinéma).

Comme les communes populaires urbaines, les cités ouvrières se regroupent le plus souvent autour des petites entreprises de rue, d'ateliers, à partir d'initiatives locales. En dix-huit mois, de 1958 à avril 1960, 6 millions de travailleurs nouveaux dont 80 % de femmes intègrent ces nouvelles unités.

Les cités ouvrières, unités relativement autonomes de vie politique et sociale, sont composées d'immeubles ne dépassant pas quatre étages. Elles peuvent compter 4 000 foyers comme c'est le cas dans la cité Pang Pu (district de Chapei), 68 000 habitants répartis en huit quartiers comme la cité du Tournesol de Shanghai. Le point de transformation fondamentale réside en la présence à tous les niveaux d'une vie politique active ; le comité révolutionnaire de quartier élu, dont le rôle a été renforcé, constitue, en liaison avec le parti, le principal centre d'animation politique et culturelle. Il coordonne les services sociaux (crèches, jardins d'enfants),

assure la sécurité (circulation, etc.) et dirige le « groupe de gestion des œuvres collectives », qui gère la coopérative où sont regroupés les artisans et commerçants, magasins et services collectifs (ateliers de raccommodage, laveries, services d'entraide fonctionnant la nuit pour les travailleurs) permettant de libérer un grand nombre de femmes des tâches ménagères.

Dans la cité Fougzen de Shanghai (50 000 habitants), 80 % des femmes ont décidé de s'intégrer à plein temps à la production. Des groupes de retraitées et d'autres ménagères ont pris en charge collectivement des tâches et ont rendu cette décision politique possible en créant de petits ateliers au sein même des groupes d'immeubles.

Les nouvelles unités de production et de vie collective

Ces nouvelles unités, peu nombreuses, comme on l'a vu, par rapport aux communes populaires, sont essentiellement le produit des nécessités de défrichage des terres et de recherches systématiques pour l'exploitation des ressources naturelles.

Là encore tend à être éliminée la spécialisation des secteurs de production. Au sein de ces nouvelles unités, dès l'instauration du pouvoir politique, se déroule tout un processus de révolutionnarisation idéologique.

Edifiée en 1960 pour participer à la

transformation de l'état arriéré de l'industrie pétrolière, Taking constitue un exemple de l'application de la ligne générale : « édifier le socialisme selon les principes, déployer tous ses efforts, aller toujours de l'avant, quantité, rapidité, qualité, économie ». A l'encontre de la volonté de Liu Chaochi qui voulait désarçonner nombre d'entreprises en construction, et à l'encontre des avis des spécialistes étrangers, des milliers de travailleurs volontaires affluent dans cette partie de l'Heilongkang, dénuée d'infrastructures et de logements.

Taking frappe par son « unité » dans tous les domaines :

- chaque village central est entouré de plusieurs agglomérations complexes (habitat, emplois, équipements) ;
- chaque ouvrier a une vue d'ensemble sur tout le champ pétrolifère ;
- la population est dans l'ensemble jeune (étudiants de l'université du pétrole et écoles techniques) ;
- les nécessités d'économie de moyens ont amené la mise au point de systèmes de récupération ;
- en réponse à des nécessités de défense nationale évidentes quant à la position stratégique du lieu, la préparation militaire y occupe une place prépondérante, et l'espace s'est organisé suivant ces contraintes locales ;
- les femmes des ouvriers et des employés se sont insérées directement dans l'industrie, la production de l'agriculture ou des ateliers auxiliaires ; sur leur initiative ont été établies plus de 170 petites fabriques.

« Seule compte la valeur d'usage »...

La transformation de l'occupation de l'espace urbain et régional, par l'élimination d'éléments généralement admis comme indicateurs de progrès (comme l'accroissement des transports individuels), induit à moyen terme en Chine une redéfinition complète de la relation entre progrès technologique et mode de vie.

Le fait que ce pays en soit encore à une phase « accession au développement » n'implique pas qu'il connaisse un jour les problèmes des sociétés de consommation.

Nos formations sociales sont obligées d'en rester à une attitude défensive parcellaire. Leur seul pouvoir, pour remédier aux tensions des villes, est la répétition d'éléments de même nature, gage de nouvelles contradictions pour les générations à venir. La nouveauté dans l'organisation spatiale n'étant objectivement possible que comme produit d'un processus de transformation radicale des rapports sociaux, dans la perspective d'asseoir la domination et le bien-être du plus grand nombre.

Tout prouve au contraire, à l'examen de l'expérience chinoise, qu'en s'appuyant sur l'initiative des masses politiquement conscientes, on puisse prévenir un grand nombre de problèmes, privilégier certains produits à partir de leur seule valeur d'usage et ainsi construire à plus long terme un ensemble social où sont produits abondamment les biens les plus fondamentaux.

M.L.

Période	Nombre de communes	Population paysanne des communes (millions de familles)	% de population totale paysanne	Nombre de familles par commune (moyenne)
fin août 1958	8 730	37,78	30,4	4 328
premiers jours de septembre 1958	12 824	59,79	48,1	4 662
mi-septembre 1958	16 989	81,22	65,3	4 781
fin de septembre 1958	26 425	121,94	98,0	4 614
fin de décembre 1958	26 578	123,25	99,1	4 637